

RACISME À LA BELGE**M'bark Boussoufa, l'international marocain d'Anderlecht, passé à tabac par la police pour... avoir mal joué !****De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

La police de Belgique a interpellé dans une banale opération l'international marocain de l'un des clubs les plus populaires Anderlecht, M'bark Boussoufa. Footballeur brillant, très connu ici parce que fin technicien et pouvant être utilisé comme médian offensif ou deuxième avant-centre, le joueur marocain n'avait pas ce jour-là ses papiers sur lui.

Les fédéraux le reconnaissent, Boussoufa est donc identifié. Pourtant, l'officier dirigeant l'opération ordonne qu'on menotte Boussoufa et qu'on

**M'bark Boussoufa.**

Photo : DR

l'embarque vers le commissariat de police. L'un des policiers l'interpelle et lui notifie les

motifs de l'arrestation. «Tu as mal joué, hier, donc on te prive de ta liberté.» Traumatisé et

très en colère, le pauvre Boussoufa confie à la RTBF qu'il a été «brutalisé» et que le fait de l'avoir conduit au commissariat comme un malfrat relevait, tout simplement, du racisme.

Le bourgmestre de Bruxelles, sentant le scandale, a demandé un rapport détaillé sur l'affaire. M'bark Boussoufa a 23 ans. Il a été formé à l'Ajaj d'Amsterdam. Ensuite il a joué à Chelsea, la Gantoise et Anderlecht. Il y a 6 mois, il avait parrainé un programme de lutte contre le racisme initié par les institutions européennes et l'UEFA.

A. M.**Le Premier ministre britannique Gordon Brown au Pakistan après l'Afghanistan**

Le Premier ministre britannique Gordon Brown est arrivé hier soir à Islamabad pour rencontrer le président pakistanais Asif Ali Zardari, en provenance de l'Afghanistan, où il a discuté d'une nouvelle stratégie pour combattre le «creuset du terrorisme» dans les deux pays voisins.

M. Brown arrive au Pakistan au moment où l'armée s'est lancée, depuis dimanche, dans une contre-offensive dans une région du Nord-Ouest où les talibans proches d'Al-Qaïda n'ont cessé de gagner du terrain ces dernières semaines, à la faveur d'un accord de cessez-le-feu décrié par la communauté internationale et même qualifié d'«abdication» par Washington.

A l'issue d'une brève visite surprise en Afghanistan où il s'est entretenu avec le prési-

dent Hamid Karzaï, M. Brown avait seulement annoncé officiellement qu'il se rendait ensuite à Islamabad pour y rencontrer dans la soirée le chef de l'Etat pakistanais, selon une journaliste de l'AFP qui l'accompagne.

A Kaboul, M. Karzaï a pour la première fois annoncé officiellement qu'il serait candidat à sa succession à l'élection présidentielle, le 20 août.

Gordon Brown a expliqué que la nouvelle stratégie britannique prendrait en compte à la fois l'Afghanistan et le

Pakistan, avec une «approche différente mais complémentaire».

«Les zones frontalières entre le Pakistan et l'Afghanistan constituent un creuset et une pépinière pour le terrorisme. Une chaîne de terreur relie ces zones aux rues de nombreuses capitales dans le monde entier», a affirmé le Premier ministre au cours d'une conférence de presse à l'issue de sa rencontre avec Hamid Karzaï.

«L'année électorale (en cours) va constituer un test sérieux pour tous. Mais le choix est évident : affronter l'extrémisme au Pakistan ou en Afghanistan ou le laisser venir à nous», a estimé Gordon Brown, qui a rappelé que la Grande-Bretagne «portait sa part

du fardeau» en Afghanistan, avec plus de 8 000 soldats déployés.

Plusieurs pays de l'Otan, parmi lesquels la Grande-Bretagne, ont annoncé l'envoi de renforts à l'occasion du deuxième scrutin présidentiel au suffrage universel direct de l'histoire du pays.

Le premier avait été remporté avec 55% des suffrages fin 2004 par Hamid Karzaï, de plus en plus contesté en raison de son échec face à la montée de la violence et de la corruption.

Les détails de la nouvelle stratégie britannique seront dévoilés demain mercredi dans une adresse au Parlement à Londres.

En Afghanistan, les violences des insurgés

afghans, parmi lesquels les talibans chassés du pouvoir en novembre 2001 par une coalition emmenée par les Etats-Unis, ont redoublé d'intensité depuis deux ans malgré la présence de 70 000 soldats étrangers, auxquels vont se joindre 21 000 renforts américains dans les prochains mois.

Et au Pakistan, les talibans afghans ont constitué des bases arrières dans les zones tribales du Nord-Ouest, frontalières, aux côtés des combattants d'Al-Qaïda, tous soutenus par les talibans pakistanais.

Ces derniers mènent une campagne d'attentats sans précédent qui a fait plus de 1 800 morts en plus d'un an et demi dans tout le Pakistan.

RUSSIE**L'ex-juriste de loukos remise en liberté**

Svetlana Bakhmina, l'ex-juriste du groupe pétrolier russe loukos, condamnée pour évasion fiscale, a été remise en liberté hier, a annoncé son mari à l'agence russe Interfax.

«Je l'ai accueillie et amenée à la maison. Elle se sent bien», a déclaré Mikhaïl Jouravlev.

M^{me} Bakhmina, mère de trois enfants en bas âge, a obtenu le 21 avril une libération anticipée qu'elle réclamait depuis des mois.

Elle s'était vu refuser en septembre une libération anticipée en vue de laquelle elle avait reconnu sa culpabilité. M^{me} Bakhmina, emprisonnée depuis 2004, avait peu après accouché en prison.

La libération de M^{me} Bakhmina intervient alors que l'ex-patron de loukos, Mikhaïl Khodorkovski, déjà condamné à huit ans de prison en 2005, est jugé dans le cadre d'un nouveau procès avec son associé Platon Lebedev.

Un ancien vice-président de loukos, Vassili Aleksanian, avait bénéficié, après une longue bataille juridique, d'une libération anticipée en décembre 2008 alors qu'il était très gravement malade du sida et presque aveugle.

ISRAËL**Enquête sur des appels au refus de servir dans l'armée**

La police israélienne a interrogé hier des responsables de deux ONG conseillant, sur des sites internet, aux jeunes à ne pas servir dans l'armée israélienne, apprend-t-on de source policière.

«Nous avons interrogé six personnes suspectées d'avoir diffusé des conseils sur un site internet pour aider des jeunes à ne pas faire leur service militaire obligatoire», affirme un communiqué de la police de Tel-Aviv, chargée de l'enquête.

«Du matériel informatique et des documents ont été confisqués aux domiciles des suspects», ajoute le communiqué.

Les six personnes, qui ont été relâchées à l'issue de l'interrogatoire, sont des responsables des mouvements «Nouveau profil» et «Objectif 21», deux associations qui militent pour le refus de servir dans l'armée israélienne.

Une loi israélienne prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison pour toute personne reconnue coupable d'instigation au refus de servir dans l'armée.

Le procureur général Menahem Mazouz avait ordonné en septembre l'ouverture d'une enquête contre ces deux ONG sur requête de l'armée.

Le service militaire est obligatoire en Israël pour les hommes et les femmes de plus de 18 ans.

Selon la presse, l'enquête policière est la première du genre en Israël.

TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL**Reprise en mai du procès de l'ex-chef du renseignement de Milosevic**

Le procès devant le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie de l'ancien chef du renseignement serbe Jovica Stanisic, qui avait été ajourné à plusieurs reprises depuis avril 2008, va reprendre le 25 mai, a-t-on appris auprès du TPI hier.

Le procès débutera vraiment avec la «déclaration liminaire du procureur» qui «sera prononcée le 25 mai 2009», indique une décision émise par le TPI.

«La chambre est d'avis que M. Stanisic n'est pas incapable, sur le plan mental, de participer efficacement au procès», préci-

se le juge néerlandais Alphons Orie. M. Stanisic, 58 ans, est actuellement en liberté et soigné à l'hôpital militaire de Belgrade. Son procès n'avait duré que quelques heures le 28 avril 2008, puis avait été ajourné en raison de son état de santé physique et mental. Stanisic souffrait alors

d'ostéoporose, d'une infection de l'intestin grêle et de calcul rénal. Il traversait aussi une «une grave dépression», selon le TPI.

M. Stanisic dirigeait avec son coaccusé Franko Simatovic, 59 ans, qui fut son adjoint, la Sûreté de l'Etat (DB) du ministère de l'Intérieur serbe. Ils doivent se rendre au plus tard le 4 mai aux Pays-Bas, où il seront emprisonnés au centre de détention du TPI à La Haye, précise le TPI.

MM. Stanisic et Simatovic sont inculpés pour des exactions

commises pendant les guerres de Croatie (1991-1995) et de Bosnie (1992-1995) contre des civils non serbes, notamment des meurtres et des déportations. Ils plaident non coupables.

M. Stanisic est un personnage-clé pour comprendre le rôle de la Serbie dans les guerres ayant déchiré l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 : il fut pendant sept ans l'observateur des moindres faits et gestes du président yougoslave Slobodan Milosevic, mort en 2006.